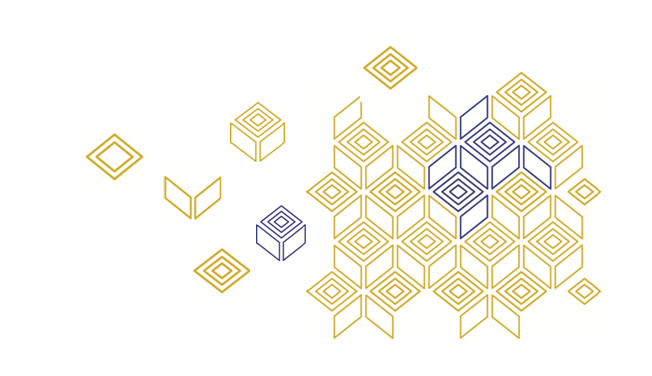
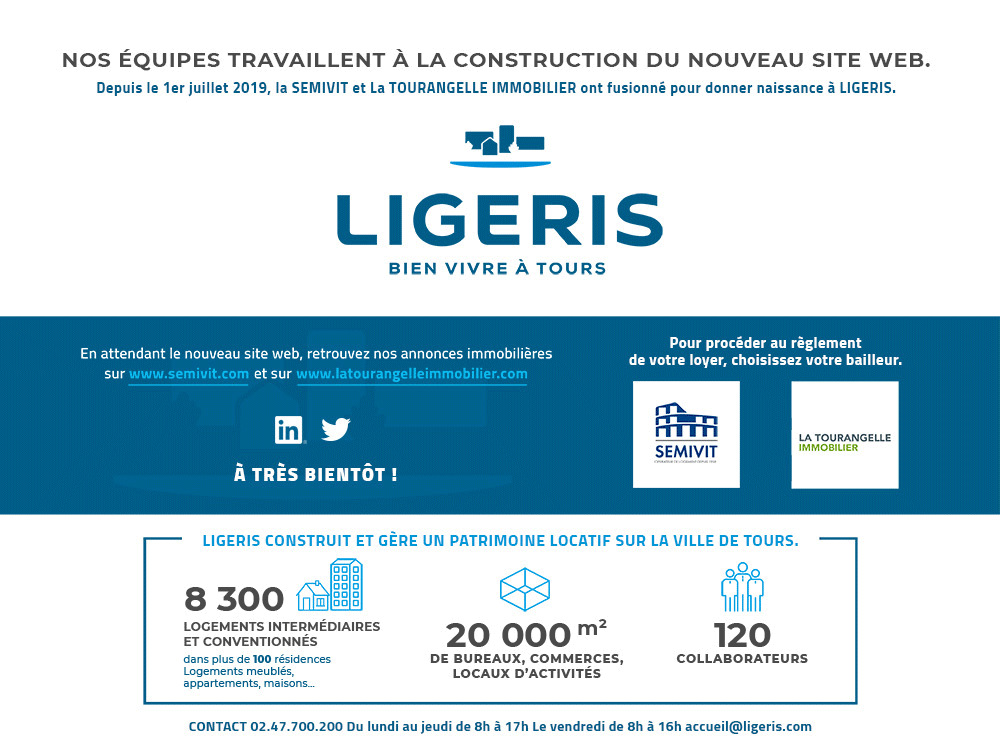
**Règlement de l’appel à projets 2020 du Contrat de ville**



**Date limite de dépôt des dossiers : 16 décembre 2019**

CDC HabitatLogo Tours Habitat

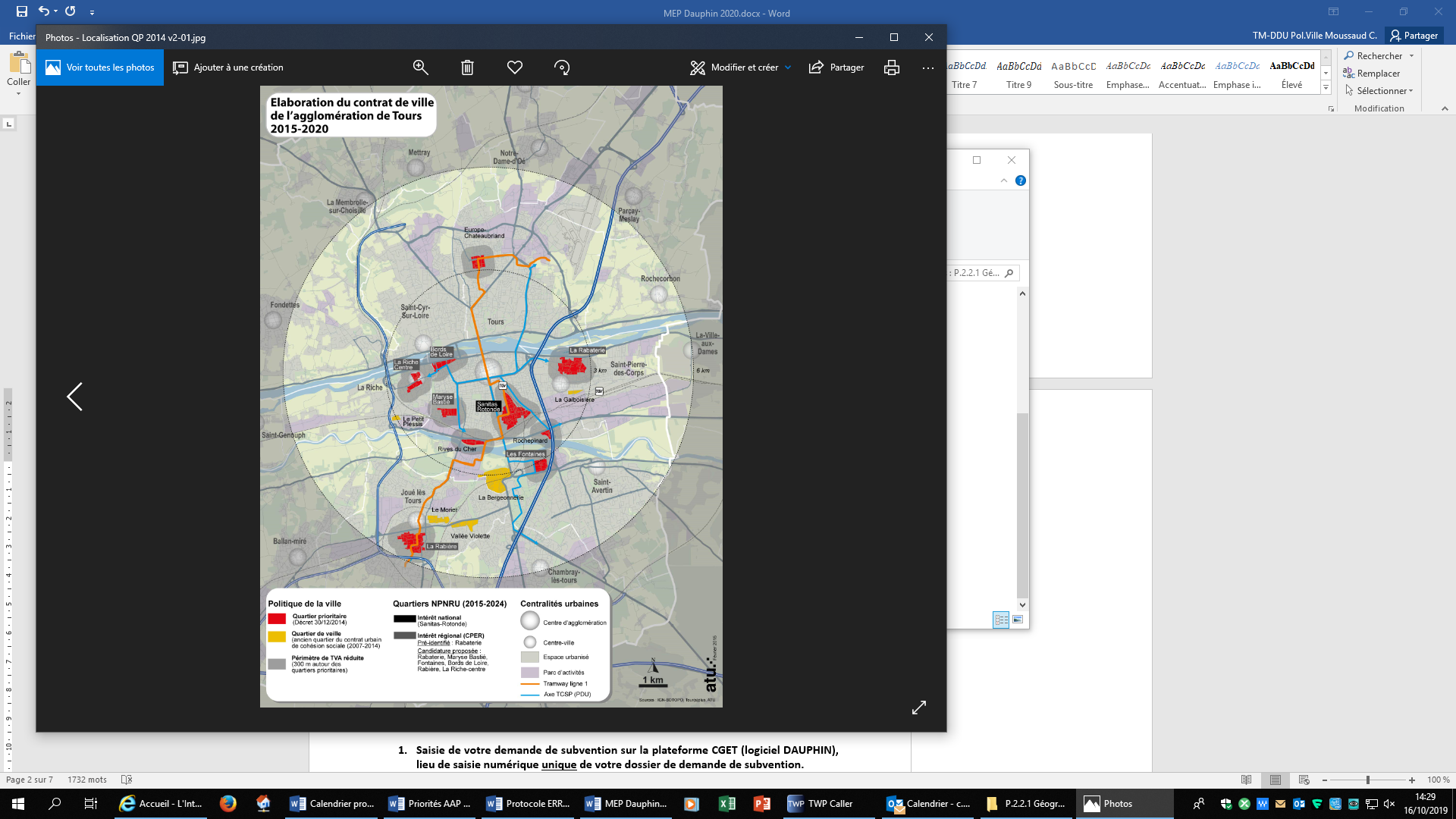


Le présent règlement présente les critères d’éligibilité des projets proposés, ainsi que les modalités d’instruction qui permettront de sélectionner les projets soutenus par Tours Métropole Val de Loire, les ville et l’Etat.

# Les quartiers concernés

La politique de la ville est une politique territorialisée. Cet appel à projets vise à soutenir des initiatives qui concernent des quartiers ciblés et leurs habitants.

10 quartiers prioritaires sont identifiés sur la métropole.



# Les orientations thématiques

Le contrat de ville est un contrat unique, alliant les dimensions sociales, urbaines et économiques de la politique de la ville. Les projets déposés doivent s’inscrire prioritairement dans l’une des 4 thématiques suivantes :

* **Renforcer l’accompagnement de l’enfant dans toute son évolution,** de la petite enfance à l’adolescence, par un soutien renforcé (soutien à la parentalité, réussite éducative), une ouverture sur le monde (culture, sports), ainsi qu’une coordination consolidée des co-éducateurs (parents, animateurs, enseignants…)
* **Rapprocher le demandeur d’emploi du monde économique** en favorisant l’articulation offre d’emploi disponible/formation/demande
* Renforcer **l’accès aux droits et la levée des freins** pour accompagner au mieux les ménages fragiles : apprentissage de la langue, accès aux services numériques… ;
* Accentuer la **lutte contre le sentiment d’insécurité** par le renforcement de la présence humaine, notamment

**Thème 1 : Renforcer l’accompagnement de l’enfant dans toute son évolution,** **de la petite enfance à l’adolescence :**

**Les attentes pour 2020 :**

1. Développer des actions visant à **soutenir la parentalité** afin de répondre aux besoins d’appréhension de la parentalité (naissance, comportements du petit enfant, émotions, attitudes et interactions avec son enfant, accompagnement dans la scolarité de son enfant…)
2. Favoriser **l’ouverture sur le monde**, sa **compréhension** tout en développant **l’expression et l’esprit critique** des jeunes

* Développer des séjours d’une durée supérieure à deux jours permettant aux jeunes de sortir de leurs lieux d’habitation (hors séjours scolaires)
* Aller chercher les jeunes du territoire pour les orienter vers l’offre existante
* Favoriser les lieux d’expression verbale et d’acquisition de modes d’expression permettant de mieux appréhender le monde.

1. Développer des actions en direction du **public 11 / 17 ans** en retrait des institutions et des associations locales, **pour renouer des relations** familiales et institutionnelles et les inciter à s'engager dans les activités proposées par les acteurs.

* Développer les postures professionnelles d’aller vers, "hors les murs" pour faciliter l’accroche des jeunes présents dans l’espace public
* Développer des espaces de dialogue et de rencontres jeunes/co-éducateurs pour faciliter la remise en lien (réel, numérique, médiation dans les collèges…)

**Thème 2 : Rapprocher le demandeur d’emploi du monde économique**

**Les attentes pour 2020 :**

1. Renforcer la **mise en relation directe** entre les demandeurs d’emploi et le monde économique. Une vigilance particulière sera apportée aux actions s'adressant aux femmes et seniors.
2. Mettre en œuvre des actions contribuant à **l’évolution de l’image des métiers**

**Thème 3 : Renforcer l’accès aux droits et la levée des freins pour accompagner au mieux les ménages fragiles : apprentissage de la langue, accès aux services numériques…**

**Les attentes pour 2020 :**

1. Mettre en œuvre des **formations aux savoirs de base** (écrire, lire, compter) dans une visée d'insertion sociale, en articulation avec les dispositifs de droit commun existants (dont ceux proposés par l’OFII)

Les contenus devront être adaptés aux différents besoins (alphabétisation, Français Langue Etrangère, lutte contre l'illettrisme). La coordination des acteurs est souhaitée de manière à couvrir efficacement l’ensemble de ces besoins sur les différents territoires prioritaires de la métropole (sollicitation du bilan de positionnement linguistique…).

Ces temps de formation doivent comprendre des modalités de sensibilisation aux valeurs de la République et à la laïcité. Selon les publics, et en lien avec les "accueils emploi de proximité", les formations pourront également viser l’insertion professionnelle lorsque les dispositifs de droit communs s’avèrent inadéquats.

1. En vue d’accompagner un parcours vers le retour à l’emploi des habitants, il est attendu que soient menées des **actions** réalistes qui visent à **lever les freins périphériques** rencontrées par les personnes en recherche d’emploi. Des modalités d'intervention consistant à proposer des actions adaptées aux difficultés identifiées (garde d'enfants, mobilité, savoirs-être…) constitue une proposition appropriée.
2. Des **actions d’accès aux droits** pourront être développées, en articulation avec les dispositifs de droit commun (Espaces France Services…), en adaptant les actions proposées aux besoins des quartiers prioritaires et en favorisant le "hors les murs".

**Thème 4 : Accentuer la lutte contre le sentiment d’insécurité par le renforcement de la présence humaine, notamment**

**Les attentes pour 2020 :**

1. Renforcer la présence humaine, afin de réduire **le sentiment d’insécurité**
2. Mettre en place des actions permettant d’acquérir une meilleure connaissance des institutions, dans l’objectif de renforcer la citoyenneté. La mobilisation des signataires du contrat de ville sera recherchée.
3. Mettre en œuvre un **projet d'animation intergénérationnelle de la vie du quartier** (culturel, sportif, …)**, investissant l’espace public**

* Les projets proposés doivent contribuer à renforcer une présence humaine en soirée et le week-end.
* Les porteurs chercheront à développer au mieux les actions de manière participative : implication des habitants dans la conception et l'organisation
* Un tel projet doit être coordonné avec les actions et acteurs du territoire

1. Mettre en place des actions permettant de valoriser les **richesses interculturelles des quartiers et d’investir l’espace public de manière positive**

Vous pourrez utilement vous référer aux fiches opérationnelles thématiques du contrat de ville pour affiner votre proposition, au regard des constats et problématiques évoquées dans les documents.

# Les critères d’examens des projets déposés

Seuls les dossiers respectant les règles suivantes seront examinés :

**Sur la forme :**

* Le dossier doit impérativement comporter le dossier CERFA n°12156\*05, le RIB à jour et le n°SIREN du porteur de projet
* Le dossier CERFA doit être intégralement renseigné.

**Sur le fond :**

Les projets proposés doivent d’une part s’adresser aux publics et aux quartiers de la géographie prioritaire et d’autre part s’inscrire dans les orientations stratégiques pour en bénéficier.

Les projets seront examinés sur les critères suivants :

* L’explicitation des constats ayant généré le projet
* L’explicitation des liens avec les projets œuvrant sur le même sujet sur le territoire concerné
* Les modalités concrètes de mise en œuvre (objectifs, lieux de réalisation, moyens mis en œuvre, date de déroulement, fréquence, intervenants)
* La dimension partenariale, la mobilisation des ressources locales et la participation des habitants
* Le caractère innovant et l’amélioration continue. L’innovation doit être recherchée afin d’apporter des réponses adaptées aux difficultés rencontrées, et l’amélioration continue en changeant les méthodes et approches utilisées face à des difficultés émergentes ou à des besoins non couverts.
* la recherche de co-financement de droit commun de l'Etat et des collectivités à mobiliser en priorité

Les actions menées dans les quartiers de la politique de la ville et relevant des priorités du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR) pourront être déposées dans le cadre du présent appel à projets.

Les actions qui ne relèvent pas des axes prioritaires locaux ou nationaux pourront être soutenues dans la limite des crédits restant disponibles, notamment les actions étudiées dans le cadre des dispositions de la gestion urbaine de proximité.

Par ailleurs, le contrat de ville comprend trois axes transversaux : la jeunesse, la lutte et la prévention des discriminations, et l’égalité entre les femmes et les hommes Ce dernier axe a été déclaré "grande cause du quinquennat. Dans ce cadre, une grille d'évaluation sera utilisée par les services instructeurs apprécier sa prise en compte dans les dossiers déposés

L’observatoire national de la politique de la ville (ONPV) produit des études qui vous permettent de contextualiser vos données, notamment :

- l’article « les femmes des quartiers prioritaires », rapport ONPV 2015 (pp 67-73)  
(http://publications.onpv.fr/RAPPORT\_2015)  
- les fiches du rapport ONPV 2018 portant sur l’emploi et le développement économique (pp 82- 109) et la pratique sportive licenciée (pp 32-33).  
http://publications.onpv.fr/RAPPORT\_2018\_T2

Des données locales sont disponibles pour chaque quartier sur le SIG Ville : https://sig.ville.gouv.fr/

# Les porteurs de projets

L’ensemble des porteurs, personnes morales de droit public comme privé est éligible, quel que soit le lieu d’implantation du siège social de la personne morale.

# Les exclusions de l’appel à projets

**Les projets exclus de l’appel à projet :**

* l’aide aux porteurs de projet pour leur fonctionnement annuel ou leurs activités récurrentes
* les projets à caractère commercial, religieux, politique ou syndical
* les projets sur le temps scolaire (temps de classe et de récréation)

**Les dépenses exclues des dépenses éligibles**

* les dépenses d’investissement
* la valorisation des apports en nature et du bénévolat
* les dépenses liées au fonctionnement permanent de la structure du porteur

# Le montant demandé

Les porteurs de projets doivent détailler le montant de subvention qu’ils sollicitent auprès de chaque financeur. Ainsi l’attestation sur l’honneur ci-dessous sera dument complétée **pour faire paraitre clairement tous les financeurs sollicités** (cf pièce jointe ci-dessous, à scanner et à mettre en pièce complémentaire lors de la saisie sur DAUPHIN)

La recherche de co-financement Etat/Collectivités et la mobilisation des crédits de droit commun en priorité sera à prioriser.

# La demande de subvention

1. **La saisie en ligne**

**TOUS LES PORTEURS (anciens et nouveaux) doivent saisir la demande de subvention sur la plateforme CGET (logiciel DAUPHIN), lieu de saisie numérique unique de votre dossier de demande de subvention.**

Le CGET possède une plateforme en ligne pour faciliter la saisie des demandes de subventions intitulé DAUPHIN. L’accès au portail DAUPHIN pour la saisie en ligne de la demande de financement s’effectue à partir du site institutionnel du CGET :

<https://www.usager-dauphin.gouv.fr>

**Si vous avez déjà saisi une action sur DAUPHIN pour l’appel à projet 2019, vous possédez un numéro d’accès.**

- Il vous sera possible de dupliquer l’action déposée en 2019, pour son renouvellement. La duplication des demandes annuelles de l’année précedente vous permettra de ne compléter que le BUDGET de l’action renouvelée en 2020.

- Les statuts, la liste des dirigeants, la délégation de signature ne seront plus exigés à condition qu’ils aient été transmis sur DAUPHIN en 2019 et qu’ils n’ont pas subis de modification. En effet, ils sont déjà dans le porte-documents.

- Le budget prévisionnel de la structure, les comptes sociaux et le rapport du commissaire aux comptes (si nécessaire) seront joint uniquement lors de la première demande de l’année en cours (quelques soient le nombre d’actions déposées).

Les projets en reconduction doivent être accompagnés d’un bilan provisoire des actions financées en 2019 (CERFA 15059\*02) Il est rappelé que les subventions accordées aux actions reconduites ne sont versées que sous réserve de l’examen du bilan, dans toutes ses composantes (bilans financier, quantitatif et qualitatif). Le bilan pourra être complété d’une illustration sonore ou visuelle.

Les bilans définitifs devront être saisis sur le logiciel DAUPHIN à partir du 24 février 2020.

**S’il s’agit de votre première demande via le logiciel DAUPHIN :**

L’accès se fait via un compte utilisateur que le porteur va créer sur le portail. Le porteur choisit son identifiant (une adresse mèl valide) et son propre mot de passe. Ce compte permettra au porteur de déposer une demande de subvention, de la modifier et de mettre à jour les informations de son organisme

**Concernant l’appel à projet 2020, des évolutions ont été apportées au logiciel Dauphin :**

- Vous veillerez à détailler, dans le budget prévisionnel de l'action, le montant de subvention que vous sollicitez **auprès de chaque financeur**. La sélection des financeurs sera facilitée par u**ne nouvelle nomenclature des financeurs** dans la saisie du budget de l’action.

- Si votre action est éligible à une convention pluriannuelle d’objectifs (CPO), les **budgets devront être saisis dans Dauphin**, et non plus envoyés par courriel à l’Etat.

Un nouveau guide usager a été produit par le CGET (octobre 2019) que vous trouverez ci-joint.

1. **La transmission**

La saisie du dossier dans DAUPHIN permettra à tous les instructeurs de prendre connaissance du dossier.

**Néanmoins, cette phase étant expérimentale, une transmission numérique du CERFA généré par DAUPHIN ainsi que des pièces transmises vous est demandé, envers chacun des financeurs sollicités. Vous trouverez les adresses mails des contacts à cibler ci-après.**

Pour mémoire

* Une action est **communale** quand elle concerne un ou plusieurs quartiers d’une même commune. Dans ce cas, le dépôt s’effectue auprès de la commune concernée.
* Une action est **intercommunale** quand elle concerne au moins deux quartiers de deux villes distinctes. Dans ce cas, le dépôt s’effectue à Tours Métropole Val de Loire.

1. **Le suivi administratif de votre dossier**

L’Etat sera en charge de la recevabilité administrative de votre dossier, par le biais de la plateforme DAUPHIN.

Par la suite, une lecture croisée de l’opportunité et l’adéquation de l’action proposée avec les besoins des quartiers sera réalisée par l’ensemble des signataires du contrat de ville, au sein de groupes thématiques (Lien social, réussite éducative, santé, cadre de vie, emploi et développement économique, valeurs de la république et citoyenneté)

# Déroulement de l’instruction

Les projets seront examinés par les chefs de projet politique de la ville et les services de l’Etat qui vérifieront leur éligibilité au regard des objectifs du contrat de ville, leur faisabilité financière et leurs modalités de mise en œuvre.

A l’issue de l’instruction, un tableau de programmation est adapté par les différents financeurs signataire du contrat de ville. Chaque financeur décide de soutenir ou non les projets. Les subventions sont ensuite versées par chacun selon ses propres modalités.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Quand | Quoi | Qui |
| Réception des candidatures | Jusqu’au 16 décembre 2019 | Date limite de saisie dans DAUPHIN et transmission du CERFA aux financeurs par mail | Porteurs de projets |
| Du 17 décembre au 30 janvier | Vérification de la recevabilité et de la complétude des dossiers | Les services administratifs de l’Etat |
| Instruction des dossiers | Du 17 décembre au 15 février 2020 | Réunion des groupes de travail thématiques interpartenaires intercommunaux | Les services administratifs des financeurs sollicités |
|  | Mobilisation des conseils citoyens par ville et en interconseil au niveau métropolitain | Les services administratifs des villes ou de la métropole, l’Etat et les conseils citoyens |
| Validations locales | Semaine du 17 février 2020 | Comité opérationnel | Les services administratifs des financeurs sollicités |
| Semaine du 02 mars 2020 | Comité de pilotage | Les représentants décisionnels des signataires du contrat de ville |
| Vote des subventions | Entre avril et juin 2020 | Vote des subventions par le bureau communautaire (pour actions intercommunales), et les conseils municipaux (pour les actions communales) | Les élus de Tours métropole, les élus de chaque commune et les représentants de l’Etat |

# Vos contacts

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Communes et Tours métropole Val de Loire** | | | |
| Tours Métropole Val de Loire | Clara MOUSSAUD | Chargée de projets "politique de la ville et G.U.P." | 02.47.80.11.59  [c.moussaud@tours-metropole.fr](mailto:c.moussaud@tours-metropole.fr) |
| Régis HEMERY | Chargé de projets "Insertion et Emploi" | 02 47 80 11 64  [r.hemery@tours-metropole.fr](mailto:r.hemery@tours-metropole.fr%20) |
| Geoffrey MONSELLIER | Chargé de projets "renouvellement urbain" | |  | | --- | | 02 47 33 17 19  [g.monsellier@tours-metropole.fr](mailto:g.monsellier@tours-metropole.fr) | |
| Tours | Stéphanie PICAULT | Directrice de la Cohésion Sociale | 02.47.31.39.59  [s.picault@ville-tours.fr](mailto:s.picault@ville-tours.fr) |
| Marie-Lise AUBRY | Cheffe de projet – quartier Sanitas | 02.47.31.39.61  [ml.aubry@ville-tours.fr](mailto:ml.aubry@ville-tours.fr) |
| Angélique BESNARD | Cheffe de projet – quartier Europe | 02.47.31.39.60 [a.besnard@ville-tours.fr](mailto:a.besnard@ville-tours.fr) |
| Mohamed MOULAY | Chef de projet – quartiers Tours Sud (Fontaine, Rochepinard, Rives du Cher) | 02.47.31.39.08 [m.moulay@ville-tours.fr](mailto:m.moulay@ville-tours.fr) |
| Laëtitia PASQUIER | Cheffe de projet – quartier Maryse Bastié et Bords de Loire | 02.47.31.39.50 [l.pasquier@ville-tours.fr](mailto:l.pasquier@ville-tours.fr) |
| Myriam HABIL | Assistante administrative et financière | 02.47.31.39.55  [m.habil@ville-tours.fr](mailto:m.habil@ville-tours.fr) |
| Joué-lès-Tours | Lucie FAURI | Chargée de mission politique de la ville | 02.47.39.71.70  [l.fauri@jouelestours.fr](mailto:l.fauri@jouelestours.fr) |
| Saint-Pierre-des-Corps | Tiphaine GOUARIN | Responsable du service Vie des quartiers, en charge de la politique de la ville | 02.47.63.44.66 [t.gouarin@mairiespdc.fr](mailto:t.gouarin@mairiespdc.fr) |
| La Riche | Mylène GODINEAU | Responsable du centre social Equinoxe | 02 47 37 47 92  [mylene.godineau@ville-lariche.fr](mailto:mylene.godineau@ville-lariche.fr) |

Ainsi qu’aux interlocuteurs Etat

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ** Etat** |  |  |  |
| Préfecture d’Indre-et-Loire | Karim LAYSSAC | Chef du bureau de la politique de la ville et des solidarités | 02 4733 13 02  [karim.layssac@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:karim.layssac@indre-et-loire.gouv.fr) |
| Guilaine LEROUX | Adjointe au chef du bureau de la politique de la ville et des solidarités | 02 47 33 13 05  [guilaine.leroux@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:guilaine.leroux@indre-et-loire.gouv.fr) |
| Fatima HAMOU | Délégué(e) du Préfet pour la politique de la ville – quartiers de Joué-Lès-Tours et La Riche et d’Amboise | 06.82.80.70.49  [fatima.hamou@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:fatima.hamou@indre-et-loire.gouv.fr) |
| Catherine MARIENNE | Délégué(e) du Préfet pour la politique de la ville – quartiers de Saint-Pierre-des-Corps et Tours | 06.85.93.32.86 [catherine.marienne@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:catherine.marienne@indre-et-loire.gouv.fr) |
| Catherine LEQUIPÉ | Adjointe au chef de bureau Chargée de mission prévention de la délinquance  Coordonnatrice Mildeca | 02.47.33.10.26 [catherine.lequipe@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:catherine.lequipe@indre-et-loire.gouv.fr) |
| Romain FOUGERON | Gestionnaire des crédits politique de la ville | 02.47.33.10.03  romain.fougeron@indre-et-loire.gouv.fr |
|  | **Mail générique pour la transmission des dossiers** |  | **Pref-pdv@indre-et-loire.gouv.fr** |

Voici les mails complémentaires pour envoyer les dossiers numériques aux autres financeurs sollicités

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) | Yann FRADON | Responsable du pôle jeunesse et sport | yann.fradon@indre-et-loire.gouv.fr |
| Nadine LORIN | Déléguée au Droit des femmes | 02 47 70 46 37  nadine.lorin@indre-et-loire.gouv.fr |
| Direction Départementale des Territoires | Elodie JEANDROT | Cheffe de l'unité PHRU | 02 47 70 80 16  [elodie.jeandrot@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:elodie.jeandrot@indre-et-loire.gouv.fr) |
| Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)  Unité territoriale 37 | Alexandra CURIAL | Référente politique de la ville sur le territoire de la métropole | 02 47 31 57 22  [alexandra.curial@direccte.gouv.fr](mailto:alexandra.curial@direccte.gouv.fr) |
| Agence Régionale de Santé | Anne PILLEBOUT | Responsable du pôle santé publique et environnementale | 02 38 77 34 62  [anne.pillebout@ars.sante.fr](mailto:anne.pillebout@ars.sante.fr) |
| Angèle RABILLER | Responsable de l’Unité Santé Publique et Sécurité Sanitaire | 02 38 77 34 24  [angele.rabiller@ars.sante.fr](mailto:angele.rabiller@ars.sante.fr) |
| Services Départementaux de l’Education Nationale | Hélène GERVAIS | Adjointe à l’inspecteur d’académie - Directeur académique | 02 47 60 77 51  [helene.gervais@ac-orleans-tours.fr](mailto:helene.gervais@ac-orleans-tours.fr) |
| Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Touraine Berry | Isabelle REBOUSSIN | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse | 02.47.20.95.00  [ddpjj-tours@justice.fr](mailto:ddpjj-tours@justice.fr)  isabelle.reboussin@justice.fr |
| Direction régionale des affaires culturelles | Vanessa N’DOYE | Cheffe de service de la Mission Action Territoriale et Interministérielle (MACTI) | 02.38.78.85.19 ou 02.38.78.85.02  [vanessa.ndoye@culture.gouv.fr](mailto:vanessa.ndoye@culture.gouv.fr) |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Conseil Départemental** | | | |
| Direction générale adjointe des solidarités | Daniel RUIZ LOPEZ | Directeur de territoire et responsable Politique de la ville | druizlopez@departement-touraine.fr |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Conseil régional** | | | |
| Direction de l’Aménagement du Territoire | Marine CARASSAI | Chargée de mission développement territorial | 02.18.21.21.21  marine.carassai@centrevaldeloire.fr |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Bailleurs de logements sociaux** | | | |
| Tours habitat (pour les QPV Tours) | Christel GLOVER | Chargée de développement social urbain | christel.glover@tours-habitat.fr |
| Val Touraine habitat | Adèle TARTARIN | Responsable d’agence Joué les tours (pour QPV Rabière) | adele.tartarin@valtourainehabitat.fr |
| Yannick PRIN | Responsable d’agence St pierre des corps (Pour QPV Rabaterie) | yannick.prin@valtourainehabitat.fr |
| Anita PIPARD | Responsable d’agence St Cyr (pour QPV La riche) | anita.pipard@valtourainehabitat.fr |
| Ligéris | Laurent BOTTIER | Directeur de la clientèle (pour QPV Maryse Bastié et Rabière | [laurent.bottier@ligeris.com](mailto:laurent.bottier@ligeris.com) |
| SCALIS | Isabelle POULAILLEAU | Responsable d’agence (pour QPV Rabière) | poulailleau.i@polylogis.fr |
| Touraine logement | Veronique HAVY | Directeur de la clientèle et de la proximité (pour QPV Maryse Bastié, Niqueux Bruère et Rabaterie) | vHavy@Touraine-Logement.fr |

|  |
| --- |
| Déclaration sur l’honneur  Le droit d’accès aux informations prévues par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés s’exerce auprès du service ou de l’établissement auprès duquel vous déposez ce dossier. |

###### **Je soussigné(e), (nom et prénom) ...........................................................…………………...........**

###### **représentant(e) légal(e) de l'association ……………………………………….........**

###### ***Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.***

###### **Déclare que :**

###### **- que l'association est à jour de ses obligations sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;**

###### **- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;**

###### **- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières et en nature) sur les trois derniers exercices :**

###### **□ inférieur ou égal à 200 000 €**

###### **□ supérieur à 200 000 €**

###### **- demander une subvention de :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Montant(s) sollicité(s) dans le cadre du Contrat de Ville** | **Financeur(s)** |
| **…………………… €** |  |
| **…………………… €** |  |
| **…………………… €** |  |
| **…………………… €** |  |
| **…………………… €** |  |
| **…………………… €** |  |

###### **- que cette(ces) subvention(s), si elle(s) est(sont) accordée(s), sera(seront) versée(s) au compte bancaire de l'association :**

###### **Nom du titulaire du compte : ..............................................................................................................**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Code banque** | **Code guichet** | **Numéro de compte** | **Clé RIB** |
|  |  |  |  |

N° IBAN |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_| |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_| |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_| |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_| |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_| |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_| |\_\_|\_\_|\_\_|

BIC |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|

###### **Fait, le ............................................ à .....................................................................................**

###### **Signature**

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal. Conformément à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement n° 1407/2013 (UE) de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. Le montant total et cumulé d'aides publiques sur 3 ans ne conditionne pas l'attribution ou non d'une subvention. Cette attestation n'a pas d'autre objet que de permettre aux pouvoirs publics d'adapter le formalisme de leur éventuelle décision d'attribution.